



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la
Protection des Populations de la
Vendée**

Service environnement
19 rue Montesquieu
BP 90795
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 26 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS CAILLES ROBIN

16 boulevard des Capucines
85190 MACHÉ

Nos Références : 24-1342 NC/MP
Code AIOT : 0058501816

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 avril 2024 dans l'établissement SAS CAILLES ROBIN (abattoir), implanté au 16 boulevard des Capucines - 85190 Maché. L'inspection a été annoncée le 12/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est faite dans le cadre du Plan de Programmation des Contrôles sur la gestion de la ressource en eau et sur les conditions de prélèvement et d'utilisation d'un forage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS CAILLES ROBIN
- 16 boulevard des Capucines - 85190 MACHÉ
- Code AIOT : 0058501816
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS CAILLES ROBIN est un établissement dédié spécifiquement à l'abattage de cailles. L'établissement fonctionne en filière intégrée (sélection, reproduction, élevage et abattage).

L'abattoir a subi une baisse d'activité suite aux crises successives de la COVID et de l'Influenza aviaire qui a fortement impacté le département de 2021 à 2023. Depuis 3 ans, l'abattage se fait sur 4 jours par semaine.

L'établissement est réglementé par une autorisation (AP n° 06-DRCLE/1-260 du 14 juin 2006) au titre de la rubrique 2210.

Thèmes de l'inspection :

- Gestion de la ressource en eau
- Conditions de prélèvement et d'utilisation d'un forage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Gestion de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Gestion de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.1.3	Demande d'action corrective	2 mois
4	Gestion de la ressource en	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.2.1	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	eau			
5	Gestion de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.2.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
6	Gestion de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.2.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
7	Gestion de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.2.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
8	Gestion de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
9	Conditions générales de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 2.6	Demande d'action corrective	3 mois
10	Gestion de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.3	Demande d'action corrective	3 mois
11	Gestion de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.3	Demande d'action corrective	1 mois
12	Gestion de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.3	Demande d'action corrective	2 mois
13	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.5.3.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autorisation	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 1.2	Conforme

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des changements à la direction et organisationnels ont été opérés depuis plusieurs années et le suivi administratif du dossier installations classées n'a pas été fait.

Des modifications ont été apportées à l'établissement notamment en matière de pré-traitement des eaux industrielles sans qu'elles soient portées à la connaissance du préfet malgré une demande faite par courrier en date du 28 février 2017.

Le plan des locaux et des réseaux n'a pas été actualisé.

La gestion des prélèvements d'eau du forage destiné à un usage d'eau potable, la disconnexion des eaux du forage et des eaux du réseau public et la séparation des réseaux eaux pluviales propres et eaux souillées ne sont pas sécurisées.

Le fonctionnement de l'établissement ne respecte pas le volume maximal de consommation d'eau lié aux opérations d'abattage.

L'ensemble des produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols n'est pas associé à un dispositif de rétention fonctionnel et le site n'est pas équipé d'un bassin de rétention en cas de

pollution (accident ou incendie).

L'autosurveillance des rejets d'eaux pluviales n'est pas réalisée et les résultats de contrôle des eaux usées envoyées vers la station d'épuration communale ne sont pas déclarés à l'inspection des installations classées via l'application GIDAF.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de production
Prescription contrôlée : L'établissement bénéficie d'une autorisation comme suit : Rubrique 2210 Abattage : 20 t/j 1 750 t/an Rubrique 2221-1 Préparation, conservation, découpe : 24 t/j 1 980 t/an
Constats : La production annuelle d'abattage est en baisse depuis la crise COVID. Elle varie entre 1 029 T en 2021, 910 T en 2022 et 798 T en 2023. L'activité est plus importante en période de fin d'année avec un pic en décembre sans pour autant atteindre les 20 t/jour. La production est réalisée sur 4 jours depuis 3 ans. La part de préparation et découpe est réduite également. Les tonnages de cette activité n'ont pas été fournis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Prescription contrôlée : L'approvisionnement en eau provient du réseau public d'adduction et d'un forage de débit moyen 3,5 m³/heure et débit maximum de 6 m³/heure. L'établissement est autorisé à utiliser l'eau de son forage après traitement en vue de l'alimentation en eau potable de l'entreprise (cf tab caractéristiques). Le forage est situé dans l'enceinte de l'usine, commune de MACHÉ, section AC – parcelle n° 13
Constats : L'eau du forage approvisionne l'établissement à 100 % depuis 3 ans. <u>Le débit de prélèvement n'est pas mesuré.</u> Le prélèvement est effectué sur la période de fonctionnement de l'abattoir. L'eau subit un traitement du fer et du manganèse avant la chloration. Le système est automatique (injection et purge). Le forage approvisionne les volières de faisans sur la période d'août à novembre chaque année. Le prélèvement représente 230 m³ sur les 4 mois. De l'eau recyclée en interne est utilisée en circuit fermé pour l'évacuation des plumes, la laveuse de containers (remplissage 1/jour) et le refroidissement de la cire de plumaïson (remplissage 1/semaine).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Gestion de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des réseaux
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejets et équipements de traitements intermédiaires sont régulièrement visités et nettoyés.
Constats : Les ouvrages de rejets, canalisations et équipements de traitement des réseaux <u>ne sont pas contrôlés ni nettoyés régulièrement.</u> Le réseau d'eaux usées dispose de 2 pompes de relevage <u>sans dispositif d'alarme.</u> En cas de dysfonctionnement, les eaux usées remontent dans l'abattoir. La fosse de relevage est nettoyée 1/jour en surface.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

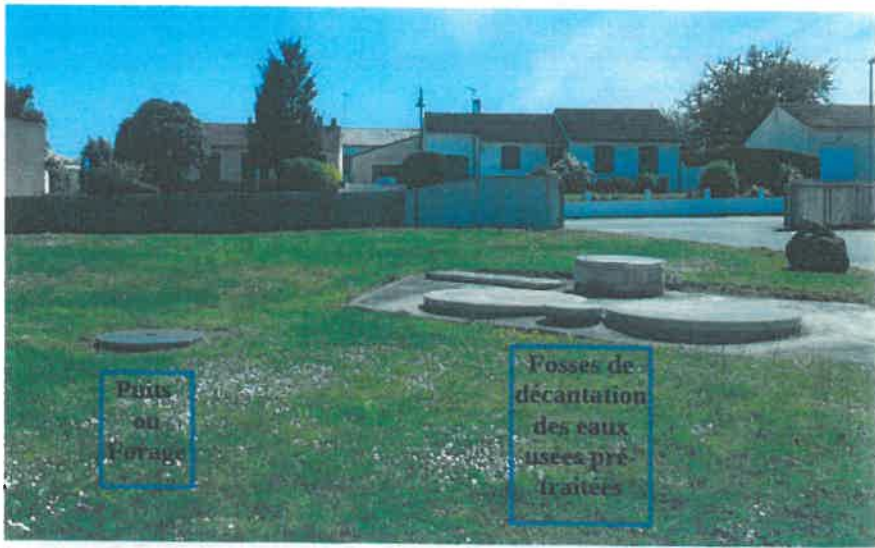
N° 4 : Gestion de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de prélèvement
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvements d'eau dans le réseau communal, ainsi que le forage sont munies d'un dispositif de mesure totaliseur sur chaque circuit d'alimentation. Avant utilisation pour les usages eau potable de l'entreprise, l'eau issue du forage fait l'objet d'un traitement d'élimination du fer et du manganèse, suivi d'une désinfection. Les projets de modification des installations et/ou de la filière de traitement doivent être portés à la connaissance du Préfet. Une bâche de disconnexion de type surverse alimentaire/sanitaire (AE) sera mise en place au niveau de l'appoint en eau par un réseau public afin d'éviter tout phénomène de retour d'eau vers le réseau public d'alimentation en eau potable (ou dispositif agréé équivalent). Par ailleurs, des dispositifs de protection adaptés seront mis en place afin de protéger le réseau intérieur en fonction des différents usages et équipement raccordés sur ce réseau.
Constats : Le forage est équipé d'un compteur volumétrique situé avant les équipements de traitement. Le traitement pour élimination du fer, du manganèse et la désinfection par chloration pour rendre potable l'eau du forage est en place. Les arrivées d'eau du forage et du réseau d'adduction d'eau potable ne se font pas dans une bâche de disconnexion de type surverse. La disconnexion des 2 réseaux est assurée par 2 vannes manuelles et un clapet anti-retour. Un limiteur de pression est présent sur le réseau public d'eau potable. <u>Ces dispositifs ne sont pas agréés. Aucun dispositif de protection n'est mis en place sur le réseau intérieur.</u>



Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Gestion de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de protection du forage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation du forage se fera conformément aux prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - il est interdit d'utiliser un quelconque désherbant sur l'ensemble du site pour l'entretien des espaces en herbe, seul le désherbage mécanique est autorisé - le système de récupération des eaux pluviales sur l'ensemble des parties voiries est mis en œuvre. Les eaux de récupération des voiries doivent aboutir vers des fossés périphériques bordant le site au nord et à l'est ; ces fossés devront impérativement être étanches afin d'éviter toutes infiltrations d'eau susceptibles d'être souillées à partir de ces fossés - tout stockage de produits toxiques à proximité immédiates du forage doit être mis sur bac de rétention - le puits de pompage exploitant l'eau pour l'élevage doit être rehaussé de 50 cm par rapport au terrain nivelé - le stockage en cuve d'hydrocarbure et en conteneur des déchets de collecte seront placés à une distance au moins égale à 35 m du forage et du puits - le forage est maintenu dans un local permettant de la protéger des intempéries <p>Constats :</p> <p>L'ensemble du site est entretenu mécaniquement : un paysagiste intervient 4 à 6 fois par an. Certaines prescriptions de protection du forage ne sont pas respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les fossés de récupération des eaux de pluie ne sont pas totalement busés. L'étanchéité des fossés pluviaux n'est pas complète - <u>l'ouvrage de prélèvement d'eau situé au niveau de la pelouse en entrée du site n'est pas rehaussé vis-à-vis du niveau du sol et la plaque qui le recouvre n'est pas fermée à clé</u> - cet ouvrage de prélèvement d'eau (puits ou forage ?) <u>est situé à moins de 35 mètres</u> des cuves de stockage tampon d'eau usées (fosses de décantation). Sur place l'ouvrage a été présenté comme le forage mais les plans du dossier d'autorisation de 2006 indique un puits

<ul style="list-style-type: none"> - un local de protection des intempéries n'est pas installé sur les ouvrages de prélèvements d'eau. L'ouvrage de prélèvement d'eau (présenté comme l'ancien puits) situé à l'arrière des bâtiments est entouré par une buse circulaire, rehaussée par rapport au niveau du sol et recouverte d'une plaque en béton. Il a été précisé lors du contrôle que l'ouvrage <u>n'est plus utilisé mais n'a pas été condamné tel que prévu réglementairement.</u>

Le local de traitement de l'eau du forage est souillé au sol par des eaux industrielles qui s'infiltrent par les passages de canalisations.



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : **Demande d'action corrective**

Proposition de délais : **2 mois**

N° 6 : Gestion de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.2.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles et analyses des eaux du forage

Prescription contrôlée :

L'établissement est tenu de vérifier en permanence la qualité des eaux, et en particulier, l'efficacité du traitement. Un programme de surveillance de l'eau traitée est mis en place avec au minimum :

- suivi quantitatif : mesures en continu des niveaux d'eau dans le forage, du niveau de la cuve de stockage, des volumes distribués, des débits instantanés et de la pression
- suivi qualitatif : analyse de routine du pH, des teneurs en fer, manganèse et chlore

Les résultats d'autosurveillances doivent être consignés dans un registre réservé à cet effet et tenus à la disposition des services de contrôle.

Constats :

L'efficacité du dispositif de traitement de l'eau de forage (fer, manganèse et chlore) n'est pas contrôlée:

- l'analyse de routine du manganèse n'est pas réalisée
- le fer est contrôlé dans les analyses de routine (3/an)
- le pH est mesuré en sortie de traitement
- et la concentration de chlore est testée manuellement 1/semaine. La vérification précise est faite lors des analyses de routine (3/an).

Seuls les paramètres pH, chlore et volume sont enregistrés dans un fichier manuel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : **Demande d'action corrective**

Proposition de délais : **2 mois**

N° 7 : Gestion de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.2.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles et analyses des eaux du forage
Prescription contrôlée : 2. Le programme réglementaire comprend, en plus de la surveillance assurée par l'exploitant : - sur l'eau brute : 1 analyse R+C tous les 2 ans et 3 analyses type R par an - sur l'eau traitée : 1 analyse R+C tous les 2 ans et 3 analyses type R par an (cf annexe 13-2 du code de la santé publique) Des analyses supplémentaires peuvent être imposées en cas de dégradation de la qualité de l'eau distribuée. Les prélèvements et analyses sont effectués par un laboratoire agréé par le ministère chargé de la santé. Les frais de prélèvements et d'analyses sont à la charge de l'exploitation, selon les tarifs fixés par la réglementation en vigueur. Les résultats d'analyses sur l'eau brute et l'eau traitée sont transmis tous les quatre mois aux services de contrôles accompagnés de commentaires sur les causes de dépassements constatées ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Constats : Le programme de surveillance des eaux de forage n'est pas complet : - les analyses de routine sont effectuées 3/an sur l'eau brute et l'eau traitée - le contrôle complet est réalisé tous les 2 ans sur l'eau traitée mais pas sur l'eau brute. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé (LVD).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Gestion de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception ; l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. La réfrigération des installations en circuit ouvert est interdite. Les volumes consommés sont consignés mensuellement sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition des installations classées. La consommation maximale autorisée est de 13 200 m ³ par an. Le niveau maximum de consommation lié aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogrammes de carcasse
Constats : Les volumes de consommation d'eau sont consignés quotidiennement dans un registre manuel et enregistrés mensuellement dans un fichier informatique. L'origine des prélèvements est bien identifiée. Le prélèvement est à 100 % sur le forage depuis 3 ans. La consommation annuelle ne dépasse pas le volume maximal autorisé à 13 200 m ³ : en 2021 : 6755 m ³ ont été consommés, en 2022 : 5 106 m ³ et en 2023 : 5 010 m ³ . La moyenne quotidienne est de 25 m ³ . Le ratio de 6 litres maximum consommés par kg de carcasses n'est pas respecté : en 2023 la moyenne annuelle était de 6,28 l (de 7,8 l en janvier à 4,2 l en décembre), en 2022 la moyenne était de 5,61 l avec des dépassements jusqu'à 8,6 l en avril et en 2021 la moyenne était de 6,57 l avec le dépassement du ratio de 6l/Kg de carcasses 10 mois/12. La hausse des consommations est justifiée par le renforcement des mesures sanitaires (+ de nettoyage) demandé pour l'influenza aviaire. L'établissement ne dispose pas de compteur d'eau distinct pour les opérations de découpe, le ratio est déterminé pour l'ensemble des opérations effectuées sur le site. Le gros poste de consommation d'eau est dédié au nettoyage des locaux (> 80 %) en 2021 et 2022. Le relevé 2023 montre un écart de consommation de 8 % chaque mois, non affecté à un usage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Conditions générales de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Modification des installations
Prescription contrôlée : Tout projet de modification, extension ou transformation notable des installations doit, avant réalisation, être porté à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'

N° 12 : Gestion de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des réseaux
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales (et les eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées. L'analyse des risques de retour

